

DEFINIR LES PRIORITÉS POUR LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Joachim von Braun, directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Introduction

L'Afrique de l'Ouest abrite une forte communauté de chercheurs scientifiques et d'ardents systèmes nationaux de recherche agricole. L'IFPRI s'intéresse activement à coopérer avec cette communauté de chercheurs afin de contribuer au développement des politiques alimentaires et nutritionnelles appropriées pour combattre la faim dans la région. En 1998, l'IFPRI a identifié, en collaboration avec ses partenaires en Afrique de l'Ouest, tout un ensemble de priorités pour les politiques de recherche dans cette région. Nous pouvons nous appuyer sur ce préalable stratégique pour éclairer notre agenda de recherches à venir, car la majorité des problématiques que nous avons identifiées restent encore très pertinentes. Je vais brièvement proposer ici plusieurs pistes prioritaires de recherche sur les politiques alimentaires et nutritionnelles et les actions à prendre en Afrique de l'Ouest.

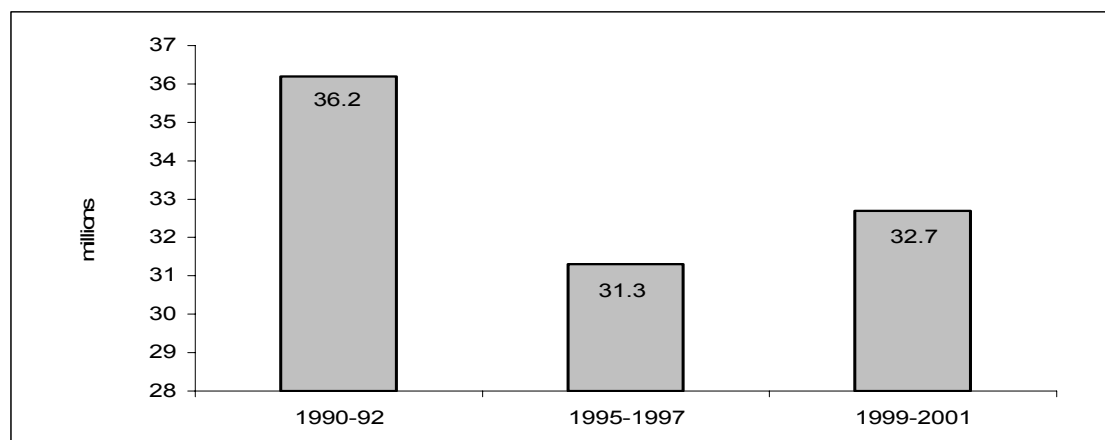
Situation de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Malheureusement, les problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition dans la région sont très aigus. En effet, depuis 1990, sur les 14 pays d'Afrique de l'Ouest étudiés par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) dans leur document intitulé «*État de l'insécurité alimentaire 2003*», trois (Bénin, Côte d'Ivoire et Mauritanie) n'ont pas connu la réduction de la faim ni du nombre absolu de personnes sous-alimentées; cinq (Burkina Faso, Ghana, Guinée, Nigeria et Togo) ont réduit le niveau de la faim (mais seulement deux ont réduit la faim de façon drastique), et six (la Gambie, le Libéria, le Mali, le Niger, Sénégal et la Sierra Leone) ont connu une augmentation de la faim qualifiée de légère à dramatique.² Par ailleurs, depuis 1980, sept pays ont connu une augmentation en nombre de la population sous-alimentée (la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo).

Cette tendance à une situation de faim croissante est un reflet de la tendance observée dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne à la fin des années 1990. Mais l'absence de progrès dans la réduction de la faim en Afrique de l'Ouest est particulièrement sévère. Les chiffres indiquent un revers majeur dans la lutte contre la faim. Sans aucun doute, les objectifs du millénaire pour le développement, c'est-à-dire réduire de moitié la faim dans la région d'ici 2015, ne peuvent pas être atteints si une politique d'action n'est pas mise en œuvre rapidement (tableau 1).

² Les pays où la faim a dramatiquement augmenté depuis 1990 sont le Libéria et la Sierra Leone.

Tableau 1 : Nombre de personnes sous-alimentées en Afrique de l'Ouest, 1990-2001



Source : Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) 2003. *The State of Food Insecurity in the World*. Rome.

Identifier les priorités de la recherche en matière de politiques

Une recherche sérieuse pose les bases pour des politiques efficaces. C'est pourquoi, la communauté des chercheurs en Afrique de l'Ouest et leurs partenaires internationaux doivent travailler ensemble pour identifier les besoins de la région par ordre de priorité, afin de mettre en œuvre une politique cadre pour une meilleure sécurité alimentaire. Nous pouvons rapidement identifier plusieurs priorités aujourd'hui critiques pour la recherche en matière de politiques en Afrique de l'Ouest.

L'intégration régionale des marchés et du commerce est au haut de la liste des priorités politiques en Afrique de l'Ouest, ceci en grande partie du fait de l'accent mis par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) sur l'intégration régionale pour la croissance économique et agricole. Une étude en cours de l'IFPRI indique que plusieurs politiques nationales de pays d'Afrique de l'Ouest reflètent une focalisation de plus en plus importante sur l'intégration régionale. La coordination des politiques et le développement des réseaux de transports, de télécommunications et d'énergie intra-régionaux sont particulièrement importants pour soutenir l'intégration de l'Afrique de l'Ouest. La recherche en politiques peut jouer un grand rôle en donnant une idée des opportunités et des contraintes déterminantes pour l'intégration économique dans la région, ainsi que des effets concomitants sur la pauvreté, la subsistance des petits agriculteurs, la production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. De façon spécifique, le travail de recherche sur les politiques doit inclure l'identification des obstacles à la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'impact de la multiplicité des organisations régionales sur l'intégration efficace des marchés d'Afrique de l'Ouest, et l'étude d'aménagements institutionnels optimaux pour améliorer les échanges agricoles et commerciaux dans la région. Les problèmes de la vente de nourriture au détail, du contrôle de qualité et de la sécurité sanitaire des aliments sur les marchés intra-régionaux et internationaux, ainsi que les implications de fait pour les petits agriculteurs, sont aussi de plus en plus importants.

La Recherche de *méthodes pour améliorer la nutrition* à travers l'agriculture est un domaine déterminant autant pour la recherche scientifique que pour la recherche sur les politiques alimentaires et nutritionnelles. Les interventions de nutrition directes ainsi que de nouvelles technologies de production doivent être combinées. Un signe positif est l'adoption et la dissémination continues de variétés de riz à haut rendement, développées par le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO) dans le cadre de l'Initiative "Riz pour l'Afrique" (NERICA). Ceci a contribué à soulager l'insécurité alimentaire dans certaines parties de la région. La recherche doit continuer à explorer comment la politique peut jouer un rôle pour renforcer les liens entre l'agriculture des petites exploitations et la nutrition.

Le développement et la dissémination de certains types de *technologie* – comme les technologies de l’information (TIC) et de la communication, la cartographie par les systèmes d’information géographique, les technologies de lutte intégrée contre les parasites, les technologies de conservation, les systèmes de prévention de la sécheresse et des inondations, les systèmes d’irrigation et les autres types de technologies de gestion des sols et de l’eau – dans des zones rurales et chez les petits agriculteurs sont vitaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ceci est un autre domaine dans lequel la recherche sur les politiques peut contribuer à identifier la meilleure application de ces technologies chez les petits agriculteurs et à travers diverses réalités de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l’Ouest.

L’Innovation institutionnelle est une priorité de recherche transversale pour optimiser la gouvernance, l’accès aux services publics et la gestion des ressources naturelles. Les tendances à la décentralisation et la dévolution des responsabilités (fiscales, administratives et politiques) du gouvernement central requièrent des recherches plus poussées pour comprendre et améliorer leur impact sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Il est particulièrement important d’encourager et de renforcer le rôle et l’impact des institutions rurales, en particulier, sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles. Aussi, une recherche sur le rôle de l’action collective et des droits à la propriété pour le développement durable de l’agriculture et des ressources naturelles continuera d’être une priorité. En outre, la compréhension des conséquences d’une urbanisation rapide – dont on s’attend à ce qu’elle augmente spectaculairement d’ici 2020 dans les plus grandes villes d’Afrique de l’Ouest – est également une préoccupation centrale, particulièrement pour ce qui est de l’impact sur les ressources naturelles, la productivité agricole et la sécurité alimentaire, aussi bien dans les zones urbaines que rurales.

Il faut également prendre en compte les problèmes particulièrement aigus et structurels de la région liés aux *guerres, aux conflits, et aux migrations des populations*. La compréhension des effets à long terme des déplacements forcés sur les services sociaux élémentaires, ainsi que sur les systèmes économiques et la stabilité sociale dans la région, est critique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une recherche sur les politiques peut fournir des bases utiles à la création de réseaux domestiques et régionaux pour la sécurité alimentaire et sanitaire des populations déplacées et des victimes de conflits ou de catastrophes naturelles.

Enfin, face à des budgets nationaux très limités et souvent en baisse, les décideurs doivent viser à utiliser les *investissements publics* à bon escient. Une enquête sur la portée des dépenses publiques sur la pauvreté et l’insécurité alimentaire est cruciale à cet égard. C’est une question centrale qui nécessite de plus amples recherches en Afrique de l’Ouest. Par ailleurs, le succès du ciblage requiert une recherche statistique et des systèmes d’information fiables. Investir contre la pauvreté et cartographier la faim, par exemple, peut aider les responsables fédéraux et locaux à cibler les zones les plus nécessiteuses.

Cadre pour une politique d’action

Basée sur les faits précités, la politique cadre que je propose comporte trois thèmes fortement liés, soutenus par plusieurs politiques d’actions essentielles.

Thème 1 : Encourager la croissance économique par une utilisation équitable et efficace des ressources

- Directives d’intégration régionale équitable, comprenant les directives d’échange, d’investissement, ainsi que des règles de migration équitables;
- Augmentation massive de l’échelle des investissements pour les infrastructures dans la région, c’est-à-dire les routes et les TIC, notamment; et
- Augmentation des investissements pour la recherche agricole sur l’ensemble de la chaîne logistique pour les récoltes, le bétail et les pêcheries.

Thème 2 : Porter une attention particulière à la nutrition, la santé et la productivité du travail

- Augmenter les investissements pour les programmes liés à la nutrition et la santé;
- Améliorer l'accès des enfants à l'éducation; et
- Assurer un accès aux financements et aux assurances risque.

Thème 3 : Renforcer les institutions et la gouvernance

- Établir et renforcer les institutions pour faciliter le commerce, l'emploi, ainsi que la gestion et l'utilisation des ressources naturelles; et
- Créer une décentralisation optimale des pouvoirs de décision administratifs, fiscaux et – encore plus important – politiques.

La voie vers le progrès

Combattre la faim et la malnutrition en Afrique de l'Ouest est un but formidable qui doit s'inscrire à travers des agendas de recherche sérieux et des actions politiques progressives. Il est important que ce cadre se donne des buts et des moyens d'action réalisables et programmés dans le temps et qu'il propose un usage plus efficace et équitable des grandes ressources de l'Afrique de l'Ouest: sa population, sa diversité culturelle, ses richesses naturelles, ses grands espaces et sites favorables. Nous devons aussi focaliser la recherche en matière de politiques sur toute la chaîne logistique de l'alimentation. Enfin, il est évident que les engagements politiques pour le développement rural et agricole, ainsi que de la nutrition et de la santé, doivent se traduire en allocations budgétaires pour avoir un impact sur le terrain. Nous avons confiance en la possibilité d'un progrès pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, grâce à l'abondance d'excellentes organisations de recherche sous-régionales et nationales et un engagement politique fort pour lutter contre la pauvreté et la faim.

Le plus important pour le succès du groupe d'étude sur le Mali sera le suivi collectif, en particulier dans la région. Les contraintes d'application pour aller de l'avant doivent être formulées plus efficacement. Deux actions de suivi sont programmées jusqu'à présent:

1. La Conférence Afrique 2020, à Kampala, donnera une voix aux acteurs d'Afrique de l'Ouest dans un contexte à l'échelle du continent
2. Nous prévoyons de travailler à un programme de recherche commun avec des associés en Afrique de l'Ouest et des partenaires internationaux, en particulier le CIRAD en France.

L'espoir de l'IFPRI est qu'un agenda pour la recherche sur les politiques concernant l'agriculture, le développement rural et la nutrition, conduira finalement à un changement de politique effectif en Afrique de l'Ouest et à un soulagement substantiel de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Afin d'atteindre ce but, l'Afrique de l'Ouest et ses partenaires internationaux doivent conserver des perspectives fortes, en construisant et révisant collectivement les stratégies pour la sécurité alimentaire, en mobilisant de nouvelles recherches agricoles et de nouveaux investissements tenant compte des réalités de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, et en saisissant les opportunités pour de nouveaux partenariats efficaces entre les divers acteurs.